



Le 29 janvier Public, Privé, Tous ensemble inversons le rapport de forces

La crise actuelle n'est pas seulement une crise financière, c'est une crise du système capitaliste.

L'origine en est une répartition toujours plus inégalitaire des richesses produites.

Ces richesses vont de plus en plus aux actionnaires et aux spéculateurs au détriment des salariés et de l'investissement.

Par exemple, quand les actionnaires exigent 15 à 20% de rendement sur les sommes placées, c'est tout simplement inacceptable et intolérable et cela ne peut se faire qu'en exerçant une pression à la baisse sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi.

Ainsi, en France, sur une année, ce sont près de 80 milliards d'euros qui sont détournés !

Sur le plan national, les pouvoirs publics et le patronat soutiennent une politique ultralibérale au détriment des salariés.

200.000 chômeurs de plus durant le dernier trimestre!

Les banques et les entreprises sont largement soutenues financièrement sans pour autant qu'elles soient contraintes à des contreparties pour les salaires et l'emploi. Mais qui se préoccupe des salariés ?

Les pouvoirs publics passent en force sur le travail du dimanche ou la retraite à 70 ans avec la bienveillance du patronat.

30.000 nouvelles suppressions de postes sont prévues dans les services publics. Les statuts et les salaires des personnels sont menacés. La précarité se développe.

Les attaques contre les Services Publics visent d'une part, à privatiser une partie de leurs missions et leur affaiblissement frappe d'abord les plus pauvres qui sont les premières victimes de la crise.

Face à un gouvernement qui ne comprend que le rapport de forces, c'est aux salariés du privé comme du public de se faire entendre et respecter pour contraindre, pouvoirs publics, gouvernement, patronat et employeurs à les écouter.

C'est pourquoi, avec les organisations syndicales CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA des Pyrénées-Atlantiques, il faut exiger :

- de donner la priorité au maintien des emplois dans le contexte de crise économique et privilégier les salariés par rapport aux actionnaires et aux spéculateurs,
- de garantir une formation de qualité et un avenir pour la jeunesse,
- des politiques salariales qui améliorent le pouvoir d'achat et réduisent les inégalités,
- de préserver et améliorer les garanties collectives,
- d'orienter le plan de relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat :
 - ⊃ une relance de la consommation par l'augmentation de salaires, des pensions et allocations,
 - ⊃ une politique de développement du logement social,
 - ⊃ une protection sociale (Santé et Retraite) dans le cadre collectif et solidaire,
 - ⊃ d'un développement des moyens pour la qualité et la proximité des Services Publics
 - ⊃ d'assujettir toutes aides publiques au maintien de l'emploi et des salaires.

Appel à la Grève Interprofessionnelle et à Manifester

par les organisations syndicales CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA du 64

Jeudi 29 janvier 2009 à 10H30

Place de Verdun à Pau - Place Sainte-Ursule à Bayonne